

LA PORNOGRAPHIE

LA MODIFICATION DE LA DÉFINITION DU CODE CRIMINEL DE CE QUI EST OBSCÈNE ET PORNOGRAPHIQUE

Mme Jennifer Cossitt (Leeds-Grenville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Dans son rapport de 1978, le comité de la justice et des questions juridiques a fait un certain nombre de recommandations, tout comme l'ont fait la commission Badgeley dans son rapport sur les enfants victimes d'abus sexuels et le comité Fraser, dans son rapport sur la pornographie et la prostitution. Quand le ministre trouvera-t-il le courage qui a fait défaut aux anciens gouvernements libéraux, afin de présenter un important projet de loi qui tiendra compte de ces recommandations et modifiera l'article 159 du Code criminel, en définissant les termes «obs-cène» et «pornographique»?

L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je suis d'accord avec la députée, l'inaction des années précédentes était déplorable. Je suis sûr que, en guise de réparation, l'opposition officielle nous appuiera fermement lorsque, au cours du mois d'avril, assurément, nous saisirons la Chambre de propositions qui s'attaquent à cette importante question. Il faut réformer dans le sens de la rigueur cette partie de la législation canadienne.

* * *

[Français]

L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

L'AVENIR DES CHANTIERS MARITIMES AU QUÉBEC

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Le ministre sait très bien que des centaines de travailleurs sont dehors. Ils sont venus de Lauzon, de la Versatile Davie, pour obtenir réponse à une question à laquelle ils attendent une réponse en vain depuis des mois, à savoir si leur chantier sera favorisé du contrat de construction d'un deuxième traversier de la CN Marine. Et je voudrais demander au ministre s'il peut nous assurer qu'il va faire tout son possible pour que ces gens aient justice?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je suppose que l'on ne doute pas que je ferai tout mon possible pour que les travailleurs aient justice, comme le dit le député. J'ai rencontré personnellement des représentants des sociétés, des syndicats et des autorités provinciales à ce sujet. J'espère que nous pourrons trouver une solution permettant à nos chantiers navals, y compris celui de la Davie, de pouvoir survivre. C'est notre objectif.

Questions orales

[Français]

ON DEMANDE AU MINISTRE DES PRÉCISIONS SUR SA RÉPONSE

M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques): Monsieur le Président, je suis heureux des bonnes dispositions du ministre. Aussi, je voudrais lui demander, afin de mieux interpréter sa réponse, si le fait de leur donner justice signifie qu'ils vont avoir un contrat de construction de bateaux ou si c'est simplement leur «monter un bateau».

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, le contrat dont parle le député serait en effet une façon d'améliorer la situation des chantiers navals. Il ne faut pas oublier, cependant, que c'est le gouvernement qui a fait vivre les chantiers navals en commandant pratiquement 90 p. 100 de tous les navires construits au Canada. C'est certainement là une énorme contribution, de la part des Canadiens et du gouvernement, au maintien des emplois des travailleurs.

M. Garneau: Peut-être, mais vous n'avez pas répondu à la question.

* * *

L'AGRICULTURE

LA SITUATION DES AGRICULTEURS EN DIFFICULTÉ FINANCIÈRE

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, c'est au ministre de l'Agriculture que je m'adresse. Pour les agriculteurs, ce sont les hypothèques basées sur les prix des produits agricoles qui constituent la pierre angulaire du budget. Le ministre sait que 60,000 agriculteurs canadiens environ éprouvent des difficultés financières. Or, au moyen de cette loterie, le gouvernement aidera vraisemblablement environ 6,000 d'entre eux. Que propose le ministre pour venir en aide aux 55,000 autres agriculteurs qui sont en difficultés financières?

M. Fulton: Des augmentations de taxes.

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député s'intéresse aux difficultés financières des agriculteurs, et je lui en sais gré. Cependant, il reconnaîtra, je pense, que le gouvernement a fourni jusqu'ici plus de 4 milliards de dollars aux agriculteurs en prenant plus de 195 initiatives. C'est là un effort considérable. Ce budget, je l'ai dit tout à l'heure, ajoute plus de 400 millions de dollars de nouvelles mesures. En fait, il propose d'autres éléments qui reconnaissent pour la première fois la réalité de la situation.

LE PROJET DE LOI DE RÉVISION DE L'ENDETTEMENT

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, il est évident que le ministre laisse tomber ces agriculteurs.

Des voix: Oh, oh!